

## *Résumé*

Le fait que Cuba n'ait pas basculé vers l'indépendance comme la plupart des autres colonies espagnoles dans les années 1820 a déjà suscité nombre de tentatives d'explications. Une nouvelle piste est envisagée ici : celle du lien exceptionnel entre une élite créole et la Couronne d'Espagne. Un examen de ce lien, lui aussi déjà entr'aperçu, mais toujours envisagé de manière économique, montre qu'il est en fait également tissé de fibres politiques et identitaires remarquables lui conférant une solidité exceptionnelle. C'est donc l'étude de ce lien, entre des aristocrates créoles havanais et les monarques et ministères de Madrid qui est envisagée dans ce livre, depuis sa construction en 1763 jusqu'à un événement qui en montre la permanence dans un XIX<sup>e</sup> siècle avancé.

Une première partie a pour objet l'identification de cette élite, la description de ses valeurs et de ses comportements. Cela débute par une remise en contexte, prenant en compte la configuration particulière du port havanais lui conférant une vocation militaire, le terroir propice à l'élevage pour le ravitaillement des flottes puis à la culture de la canne, ainsi que par un rappel de l'histoire antillaise mouvementée. Cette élite aristocratique, envisagée pour toute la période dans un cadre familial et non pas individuel, est ensuite définie selon des critères de pouvoirs, qui sont l'exercice de charges à la Municipalité ou au Consulat Royal et l'ostentation de titres de Castille. On s'aperçoit alors que la détention de ces attributs s'accompagne toujours de la possession d'au moins une plantation de canne à sucre. Il est possible alors de circonscrire l'élite à moins d'une quarantaine de familles seulement et de valider le surnom de saccharocratie, aristocratie du sucre, qui lui a été donné. Cet aspect aristocratique est une donnée fondamentale dont la portée a été jusqu'alors passée sous silence. Pourtant, il est le marqueur d'une identité et de là préside aux choix politiques, oriente les conduites économiques comme les stratégies matrimoniales. À cet égard, est mise en relief l'option endogame de la saccharocratie qui

la coupe même des plus fortunés bourgeois créoles. Ces identités, conduites et stratégies induisent alors un rapport singulier avec la monarchie espagnole et distinguent cette élite de celles des autres colonies.

La deuxième partie retrace l'histoire des relations entre l'élite et la Couronne, de 1763 à 1808. La prise de La Havane par les Britanniques et son occupation jusqu'en juillet 1763 révélèrent à la Couronne d'Espagne qu'elle n'était plus en mesure d'assurer seule la défense du verrou de son Empire. Elle devait obligatoirement réviser sa politique coloniale pour impliquer certains créoles. De véritables négociations entre des *missi dominici* et une élite déjà structurée mais pas encore identifiable comme une saccharocratie sont menées. Il est convenu que de nouveaux impôts viendront frapper les transactions commerciales afin de reconstruire et d'amplifier les ouvrages de défense. En retour, l'élite obtient trois avantages fondamentaux. Tout d'abord, des facilités pour s'enrichir très rapidement par l'encouragement à développer la grande plantation de canne à sucre : des restrictions concernant la mise en culture et, surtout, l'approvisionnement en esclaves sont levés. Ensuite, les aspirations de l'élite au développement et au commandement de milices sont également acceptées. En dernier lieu, les revendications nobiliaires sont pleinement satisfaites par une distribution de titres de Castille d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'Espagne et de son Empire. Ces choix de Charles III forment un ensemble cohérent : l'augmentation des impôts sur les transactions, concomitante d'un développement des importations et des exportations, génère de très hauts profits pour l'État et permet effectivement une remarquable mise en défense de la capitale cubaine. Le risque d'enrichir et d'armer des colons dans une cité fortifiée est contrebalancé par les titres de Castille : l'orgueil d'être aristocrate ne s'épanouit pleinement qu'en référence à un monarque que l'on reconnaît comme son « parent ».

Toutefois, l'application de ces principes généraux présenta une plus grande complexité. Les planteurs souhaitaient pouvoir s'approvisionner en esclaves et vendre leur sucre en dehors des circuits taxés imposés par le roi. Ils avaient à cœur également d'accroître sans cesse leur influence dans les organes de décisions et sur la société havanaise. La monarchie, si elle encourageait l'enrichissement, voulait freiner ce pouvoir politique et canaliser ce pouvoir social. Le capitaine général avait pour délicate mission de contrôler cette élite tout en encourageant ses penchants aristocratiques, mais également de favoriser les intérêts de la monarchie. Conscient que les directives madrilènes pouvaient se heurter à des réalités de terrain, il était donné au capitaine général une certaine latitude dans l'exécution des ordres, ce qui le rendait susceptible d'être influencé par l'élite. Cela l'amenait parfois à se faire un ennemi de l'intendant des finances, attaché avant tout à faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État.

Les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle montrent la rapide montée en puissance des planteurs havanais dans différentes sphères. À La Havane, les familles se lancent dans une surenchère de luxe conférant à la ville une richesse architecturale inimitée. Elles obtiennent de la part de Madrid la création du Consulat royal, un

organisme de développement économique qui leur permet d'étendre leur pouvoir sur l'ensemble de l'Île. Les fils de bonnes familles s'engagent dans la plupart des conflits : contre la Louisiane révoltée, dans la guerre d'Indépendance des États-Unis et dans celle contre la France républicaine. Outre la gloire, ils y trouvent des contacts au plus haut niveau et développent leurs affaires. Étrangers à la destruction de Saint-Domingue, ils participent cependant à l'entretien de la confusion qui suit et savent tirer profits de la disparition de ce concurrent. Leur puissance financière devenue gigantesque se traduit par l'existence d'un lobby à la Cour, numériquement faible mais très bien organisé, qui a l'oreille de Charles IV et de Godoy. Ceci explique pourquoi nombre de libéralités sont accordées, notamment en ce qui concerne l'importation d'esclaves et l'exportation de sucre.

La troisième partie est centrée sur l'attitude de l'élite créole face aux crises qui, secouant la monarchie espagnole, se répercutent à La Havane. En 1808, dans la capitale cubaine, ce sont les miliciens et militaires créoles qui décident de ne pas proclamer de *Funta*, trop satisfaits de l'ordre ancien pour vouloir faire les premiers pas vers l'indépendance. C'est sans difficulté qu'ils arrivent à conserver la réalité du pouvoir local en 1812 malgré les nouvelles lois libérales inscrites dans la Constitution, et, aux Cortès de Cadix, des menaces indépendantistes leur permettent de continuer à vivre selon l'ordre ancien.

Lorsqu'il revient en Espagne en 1814, Ferdinand VII récompense la fidélité havanaise par de nouvelles concessions de titres et par la nomination de créoles à des postes clefs de l'administration civile et militaire, métropolitaine comme coloniale. Une série de lois favorise les saccharocrates, notamment concernant la possession de la terre, la protection officielle de la traite, jusqu'en 1817, et l'autorisation de libre commerce, en 1818. En retour, les taxes générées par la production sucrière laissent croire au roi qu'il aura les moyens d'écraser ses ennemis libéraux et de contrôler par la force les autres colonies. Le Trienio Liberal est plus préjudiciable à Ferdinand VII qu'aux élites havanaises : sous les apparences d'un certain débordement, une analyse prosopographique (s'étendant jusqu'aux appartenances maçonniques) et une étude de l'action du capitaine général montrent qu'elles ont conservé l'essentiel de leur pouvoir politique et de leur influence sociale. Pourtant, à partir des années 1820, le groupe de familles commence à montrer les premiers signes de fragilité : l'endogamie poussée à outrance compromet le renouvellement des générations. De plus, les dépenses somptuaires et l'investissement exclusif dans la grande plantation (entité économique fragile), garants d'une identité nobiliaire, commencent à rendre les planteurs dépendants de leurs adversaires : les commerçants métropolitains. Ces derniers, maîtrisant la traite désormais clandestine – une bonne partie des circuits d'approvisionnement venant d'une île spécialisée dans l'économie du dessert (sucre, café, tabac) – voient leur pouvoir sans cesse grandir. Il apparaît aussi alors que, dès les années 1770, la monarchie avait prévenu l'augmentation du pouvoir créole en préparant les métropolitains (plus facilement contrôlables) à tenir les rênes de la traite, relativisant ainsi la confiance qu'elle accordait aux Havanais.

Pour autant, l'argent cubain continue à nourrir les ambitions de reconquête de Ferdinand VII sur les territoires américains qui ont profité du Trienio Libéral pour s'émanciper. En 1833, la mort du roi et l'instauration d'un nouveau gouvernement libéral ne changent pas l'ordre des choses. La Constitution n'est pas appliquée à Cuba, et le renvoi des députés libéraux cubains en 1837, souvent vu comme une marque d'autorité de la part du pouvoir métropolitain, est ici réinterprété comme un aveu de faiblesse puisqu'il se fait sous les applaudissements de l'aristocratie traditionnelle. C'est pourquoi aussi cette étude s'arrête à la date de 1838 : elle correspond au renvoi en métropole du capitaine général qui prétendait mettre au pas la saccharocratie. Ces événements montrent combien était encore solide, en pleine époque contemporaine, ce lien entre le pouvoir créole et le pouvoir métropolitain défini sous l'Ancien Régime, même si l'ancienne aristocratie était alors en perte de vitesse et la monarchie absolue désormais caduque.

## *Resumen*

El hecho de que en los años 1820 Cuba no se inclinase hacia la independencia, como la mayoría de las colonias españolas, ha sido ya objeto de numerosas tentativas de explicación. En este trabajo nos proponemos utilizar una nueva perspectiva: el excepcional vínculo que se daba entre la elite criolla y la Corona española. El análisis de tal vinculación —ya apuntado en ocasiones, aunque siempre desde un punto de vista económico— demuestra que se trata, en verdad, de un tejido de fuertes fibras políticas e identitarias que le confieren una solidez excepcional. El objeto de este libro es pues analizar el vínculo entre los aristócratas criollos habaneros y los monarcas y ministerios de Madrid desde su construcción en 1763 hasta un acontecimiento que, bien avanzado el siglo XIX, demuestra todavía su continuidad.

La primera parte se centra en la identificación de dicha elite, en la descripción de sus valores y sus comportamientos. Comenzamos para ello analizando su contexto, considerando especialmente la particular configuración del puerto habanero, cuya vocación militar le hace propicio para la ganadería destinada al abastecimiento de las flotas y posteriormente para el cultivo de la caña, sin olvidar el entorno de la tormentosa historia antillana. Seguidamente definimos esa elite aristocrática (analizada en un marco familiar, y no individual, a lo largo de todo el periodo) en función de criterios de poder, que se manifiestan en el ejercicio de cargos en la Municipalidad o en el Consulado Real, así como en la ostentación de títulos de Castilla. Se observa entonces que el disfrute de dichas prebendas va siempre acompañado de la posesión de al menos una plantación de caña de azúcar. A partir de ahí es posible circunscribir la elite a menos de una cuarentena de familias y validar la denominación de sacarocracia, aristocracia azucarera, que se le ha dado. Este aspecto aristocrático es un dato fundamental cuyo alcance ha pasado hasta ahora desapercibido. Sin embargo, es la seña de una identidad que determina las decisiones políticas y orienta tanto las conductas económicas como las estrate-

gias matrimoniales. A este respecto, se pone de relieve la opción endogámica de la sacarocracia, que la separa incluso de las mayores fortunas burguesas criollas. Estas identidades, conductas y estrategias originan una relación singular con la monarquía española y distinguen a esta elite de la de las otras colonias.

La segunda parte repasa la historia de las relaciones entre la elite y la Corona desde 1763 hasta 1808. La toma de la Habana por los británicos y su ocupación hasta 1763 revelaron a la Corona española que no estaba en condiciones de asegurar por sí misma la defensa del cerrojo de su Imperio. Necesitada pues de revisar su política colonial para implicar en ella a algunos criollos, se emprenden auténticas negociaciones entre los missi dominici y una elite ya estructurada pero que aún no se puede identificar como una sacarocracia. Se acuerda establecer nuevos impuestos que gravan las transacciones comerciales con el fin de reconstruir y amplificar las obras de defensa. A cambio, la elite obtiene tres ventajas fundamentales. En primer lugar, facilidades para enriquecerse rápidamente mediante el impulso dado al desarrollo de las grandes plantaciones de caña de azúcar: se levantan las restricciones relativas al cultivo y, sobre todo, abastecimiento de esclavos. En segundo lugar, se aceptan también las aspiraciones de las elites a la creación y al mando de milicias. En último lugar, se satisfacen plenamente las reivindicaciones nobiliarias mediante una amplia distribución de títulos de Castilla que no tiene precedentes en la historia de España y de su Imperio. Las decisiones de Carlos III forman un conjunto coherente: el aumento de los impuestos sobre las transacciones comerciales, concomitante con el desarrollo de las importaciones y exportaciones, genera grandes beneficios para el Estado y permite dotar a la capital cubana, efectivamente, de una notable estructura defensiva. El riesgo de enriquecer y armar a los colonos en una ciudad fortificada queda contrarrestado con los títulos de Castilla: el orgullo de ser aristócrata solo alcanza su plenitud en referencia a un monarca al que se reconoce como «pariente».

Sin embargo, la aplicación de estos principios generales supuso una mayor complejidad. Los plantadores deseaban poder conseguir esclavos y vender su azúcar fuera de los circuitos gravados establecidos por el rey. Aspiraban, asimismo, a aumentar cada vez más su influencia en los órganos de decisión y en la sociedad habanera. La monarquía, aunque alentaba su enriquecimiento, pretendía frenar su poder político y canalizar su poder social. El capitán general tenía la delicada misión de controlar a las elites, alentando sus inclinaciones aristocráticas, y de velar a la vez por los intereses de la monarquía. Esta, consciente de que las directivas madrileñas podían chocar con la realidad de la colonia, concedía al capitán general cierta libertad para ejecutar los órdenes, lo que le hacía susceptible de ser influenciado por las elites. Todo ello suscitaba, en ocasiones, roces entre el capitán general y el superintendente de finanzas, cuya misión primordial era ingresar dinero en las arcas del Estado.

Las últimas décadas del siglo XVIII muestran la rápida ascensión al poder de los plantadores habaneros en diferentes esferas. En La Habana, las familias se lanzan a una escalada de lujo que confiere a la ciudad una inigualable riqueza arquitectó-

nica. Obtienen de Madrid la creación del Consulado Real, un organismo de desarrollo económico que les permite extender su poder sobre el conjunto de la isla. Los hijos de buenas familias toman parte en la mayoría de los conflictos de su tiempo: se alistan para luchar contra la rebelión de Luisiana, en la guerra de Independencia de los Estados Unidos y en la guerra emprendida contra la Francia republicana. Además de la gloria, establecen contactos en las esferas más elevadas y amplían sus negocios. Ajenos a la destrucción de Santo Domingo, fomentan, sin embargo, la consiguiente confusión que provocó, y saben sacar provecho de la desaparición de su competidor. Su poder económico, que se hace gigantesco, se manifiesta mediante la existencia de un lobby en la Corte, numéricamente débil pero muy bien organizado, que sabe hacerse oír por Carlos IV y Godoy. Esto explica que se les concedan tantas liberalidades, especialmente en lo concerniente a la importación de esclavos y la exportación de azúcar.

La tercera parte se centra en la actitud de la elite criolla ante las crisis que sacuden a la monarquía española y repercuten en La Habana. En 1808, en la capital cubana, los milicianos y militares criollos son quienes deciden no proclamar una Junta, demasiado satisfechos con el viejo orden para dar los primeros pasos hacia la independencia. En 1812, a pesar de las nuevas leyes liberales inscritas en la Constitución y en las Cortes de Cádiz, logran conservar sin dificultad la realidad del poder local; las amenazas independentistas no alteran pues el viejo orden.

A su regreso a España, en 1814, Fernando VII recompensa la fidelidad habanera con nuevas concesiones de títulos y con el nombramiento de criollos para puestos claves de la administración civil y militar, tanto metropolitana como colonial. Una serie de leyes favorece a los sacarócratas, especialmente las que atañen a la posesión de la tierra, la protección oficial de la trata de esclavos, hasta 1817, y la autorización del libre comercio en 1818. A cambio, las tasas generadas por la industria azucarera hacen creer al rey que obtendrá los medios necesarios para aplastar a sus enemigos liberales y controlar mediante la fuerza a las otras colonias. El Trienio Liberal es más perjudicial para Fernando VII que para las elites habaneras: bajo las apariencias de ciertos excesos, el análisis prosopográfico (que se extiende hasta los vínculos masónicos) y el estudio de la política del capitán general demuestran que conservaron lo esencial de su poder político y de su influencia social. Sin embargo, a partir de los años 1820, el grupo formado por las familias dirigentes comienza a mostrar los primeros signos de fragilidad: la endogamia llevada hasta sus últimos extremos compromete el relevo generacional. Además, los gastos suntuarios y la inversión exclusiva en las grandes plantaciones (entidad económica frágil), garantes de una identidad nobiliaria, llevan a los plantadores a depender de sus adversarios: los comerciantes metropolitanos. Estos últimos, que ya dominan el tráfico de esclavos clandestino –buena parte de los circuitos de abastecimiento vienen de una isla especializada en la economía del desierto (azúcar, café, tabaco)– ven su poder cada vez más aumentado. Bien es cierto que desde los años 1770 la monarquía se había anticipado al acrecentamiento del poder criollo preparando a los metropolitanos (más fácilmente controlables) para asumir las riendas del tráfico de esclavos, contrapesando así la confianza otorgada a los habaneros.

Sea como fuere el dinero cubano sigue alimentando las ambiciones de reconquista de Fernando VII sobre los territorios americanos que aprovecharon el Trienio Liberal para emanciparse. En 1833, la muerte del rey y la instauración de un nuevo gobierno liberal no modifican la situación. La Constitución no se aplica en Cuba, y la destitución de los diputados liberales cubanos en 1837, a menudo percibida como un gesto de autoridad del poder metropolitano, se interpreta en la presente obra como una confesión de debilidad, puesto que se lleva a cabo con la aprobación de la aristocracia tradicional. De ahí que este estudio se detenga en 1838: es la fecha de la destitución y regreso a la metrópoli del capitán general que pretendía meter en cintura a la sacarocracia. Estos acontecimientos demuestran hasta qué punto era aún sólido, en plena época contemporánea, el vínculo entre el poder criollo y el poder metropolitano establecido bajo el Antiguo Régimen, a pesar de que la antigua aristocracia iba ya perdiendo terreno y la monarquía absoluta había caducado definitivamente.



## *Summary*

There have been various attempts to account for the fact that Cuba did not swing towards independence like most of the other Spanish colonies in the 1820s. This book proposes a new explanation, namely the exceptionally close ties linking the Creole elite to the Spanish Crown. An examination of these ties, whose existence has been identified but always from an economic perspective, shows that they were equally composed of strong political and identity strands which rendered them exceptionally solid. The subject of this book is then the ties linking the Creole aristocracy of Havana with the monarchs and the ministries in Madrid, from the time of their formation in 1763 up to an event which demonstrates their survival well into the 19th century.

The first part of the book is devoted to identifying this elite and describing its values and behaviour. It commences by setting the context, citing the peculiar form of the port of Havana which lent it particular military value and the suitability of the land first for the provisioning of fleets and later for sugar cane, and recalling the turbulent history of the Caribbean islands. This aristocratic elite, viewed for the entire period in terms of families rather than individuals, is then defined according to criteria of power, meaning the occupation of positions in the municipal government or the royal consulate and the bearing of Castilian titles. This analysis then reveals that in all cases the possessors of such attributes owned at least one sugar plantation. The elite can thus be identified within a roll of less than forty families, confirming the aptness of the nickname of «saccharocracy» with which they were dubbed. This aristocratic dimension is an essential aspect whose importance has hitherto been ignored. And yet it marked an identity, as such marking political choices and influencing standards of economic behaviour like marital strategies. In this connection the book highlights the endogamy practised by the saccharocracy, which thus cut itself off from even the most prosperous of the Creole bour-

geoisie. Such identities, modes of behaviour and strategies eventually led to a singular relationship with the Spanish monarchy and set this elite apart from those of other colonies.

The second part retraces the history of relations between the elite and the Crown from 1763 to 1808. The taking of Havana by the British and its occupation until July 1763 made it clear to the Spanish Crown that it could no longer assure the defence of the lynchpin of its empire. It was thus forced to rethink its colonial policy and enlist certain Creoles. Actual negotiations were entered into between the *missi dominici* and an elite by now structured but not yet identifiable as a *saccharocracy*. It was agreed that new taxes would be levied on commercial transactions to pay for rebuilding and expanding the defensive works. In return, the elite gained three fundamental benefits. First of all, the means of very rapid enrichment through encouragement for the development of large sugar plantations. Restrictions on putting land under the plough, and most particularly on the acquisition of slaves, were lifted. Then, the elite's aspirations regarding the formation and command of militias were likewise accepted. And finally, aspirations to noble status were fully satisfied by the distribution of Castilian titles on a scale without precedent in the history of Spain and its empire. These choices made by Charles III served a coherent purpose: increased taxes on transactions, accompanied by the development of imports and exports, generated very large profits for the State and provided the effective basis for a notable upgrading of the Cuban capital's defences. The risk entailed in arming colonists in a fortified city was counterbalanced by the Castilian titles: pride in being an aristocrat could only blossom fully when related to a monarch whom one could call a «relative».

However, the practical application of these general principles was much more complex. The planters wanted to be able to procure slaves and sell their sugar outside the system of taxes imposed by the king. At the same time they were anxious to keep extending their influence in decision-making bodies and on the society of Havana. While encouraging enrichment, the monarchy sought to rein in elite political power and channel their social power. To the Captain-General fell the delicate task of controlling this elite while encouraging their aristocratic leanings, but at the same time furthering the interests of the monarchy. In acknowledgement that directives from Madrid could collide with realities on the ground, the Captain-General was allowed some latitude in the execution of orders and thus was susceptible of being influenced by the elite. He consequently sometimes earned the enmity of the financial comptroller, whose primary concern was to ensure that money reached the State's coffers.

The closing decades of the 18th century saw a rapid rise of Havana planters in various spheres. In Havana, families vied with one another in luxury, thus endowing the city with an unmatched architectural wealth. From Madrid they secured the creation of a Royal Consulate, an economic development body which enabled them to extend their power throughout the island. Scions of good families were to be found engaged in most conflicts of the time: against rebellious

Louisiana, in the American War of Independence and in the war against republican France. Besides glory, this earned them contacts in the highest spheres and helped them to further their business ambitions. Although not involved in the destruction of Santo Domingo, they nonetheless helped to keep up the ensuing confusion and successfully profited from the disappearance of that competitor. They accumulated such immense financial power that they were able to maintain a lobby at the Court, small in numbers but very well organised, which had the ear of Charles IV and of Godoy. This explains the granting of many licences, especially regarding the importation of slaves and the exportation of sugar.

The third part of the books focuses in the attitude of the Creole elite to the crises that shook the Spanish monarchy and were felt in Havana. In Havana in 1808, the decision not to proclaim a Junta was made by Creole militiamen and soldiers, too satisfied with the old order to wish to take the first steps towards independence. They had no difficulty in preserving the local power structure in 1812 despite the new liberal laws promulgated under the Constitution, and at the Cortes of Cadiz threats of a move for independence sufficed to enable them to carry on living in accordance with the old order.

When he returned to Spain in 1814, Ferdinand VII rewarded the loyalty of Havana with new grants of titles and the appointment of Creoles to key positions in the civil and military administration, both in Spain and the colonies. The saccharocrats were favoured by a number of laws, particularly concerning landowning, official protection of trade until 1817, and authorisation of free trade in 1818. The taxes levied on sugar production in return were sufficient to persuade the king that he would have the wherewithal to crush his liberal enemies and control the other colonies by force. The Trienio Liberal did more harm to Ferdinand VII than to the elites of Havana: although superficially appearing to be overwhelmed to some extent, a prosopographic analysis (also taking masonic allegiances into consideration) and a study of the action of the Captain-General show that they retained the essence of their political power and their social influence. From the 1820s on, however, the group of families began to show the first signs of fragility as extremes of endogamy began to compromise generational renewal. Furthermore, sumptuary spending and the exclusive investment in the large plantations (economically delicate entities) that underwrote noble identity began to render the planters dependent on their adversaries: metropolitan traders. The latter, who controlled subsequent clandestine trade—a large proportion of the circuits of supply coming from an island that specialised in the economy of desserts (sugar, coffee, tobacco)—found their power constantly growing. It also appears that as early as the 1770s the monarchy had begun preparing for the growth of Creole power by encouraging metropolitans (who were easier to control) to take over the reins of trade, which lends some perspective to the apparent trust placed in the Havana elites.

But for all that, Cuban money continued to fuel Ferdinand VII's ambitions of reconquering the American territories which had taken advantage of the Trienio Liberal to set themselves free. The king's death in 1833 and the advent of a new

liberal government brought no change in the order of things. The Constitution did not apply to Cuba, and the repatriation of the Cuban liberal deputies in 1837, often viewed as a mark of authority on the part of the metropolitan power, was here interpreted as a sign of weakness given that the act was applauded by the traditional aristocracy. It is also the reason why the study stops at 1838, the year in which the Captain-General who sought to bring the saccharocracy to heel was recalled to the metropolis. These events demonstrate the strength—well into the contemporary age—of the ties between Creole power and the metropolitan power as defined under the Ancien Regime, even while the old aristocracy was losing ground and the absolute monarchy was becoming a thing of the past.